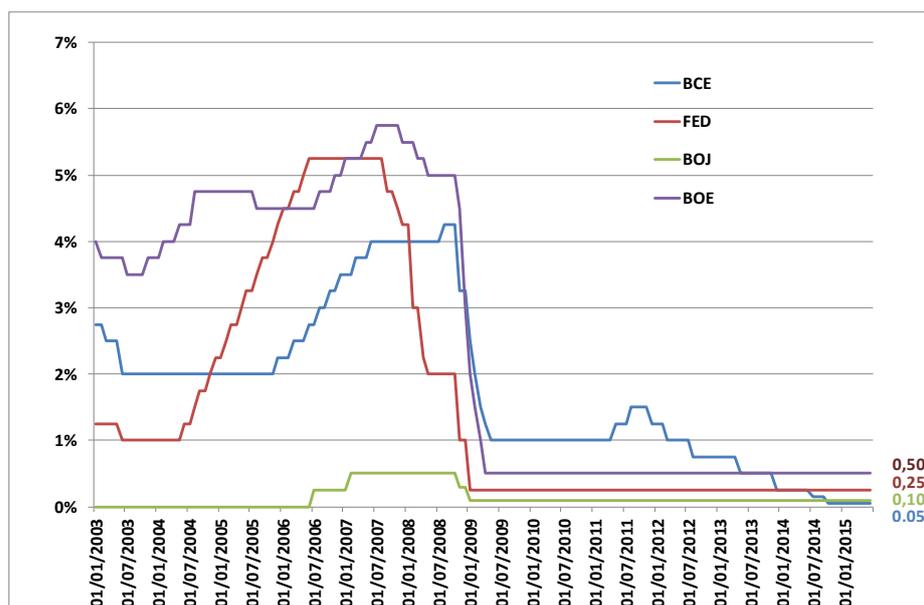


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Taux inchangés et poursuite des programmes d'achats d'actifs

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 16 juillet 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelles : « En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les programmes d'achats d'actifs se poursuivent sans difficultés. Comme nous l'avons expliqué à différentes reprises, nos achats d'actifs, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois, devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. En procédant à son évaluation, le Conseil des gouverneurs suivra sa stratégie de politique monétaire et se focalisera sur les tendances en matière d'inflation et sur les perspectives de stabilité des prix à moyen terme. Les évolutions récentes sur les marchés financiers, qui traduisent en partie un renforcement des incertitudes, n'ont pas altéré l'évaluation du Conseil des gouverneurs allant dans le sens d'une extension de la reprise économique dans la zone euro et d'une remontée progressive des taux d'inflation au cours des prochaines années. L'orientation de la politique monétaire de la BCE demeure accommodante, tandis que les anticipations d'inflation fondées sur les marchés se sont globalement stabilisées ou ont continué de se redresser depuis début juin. Les informations récentes semblent encore indiquer une poursuite de la transmission de nos mesures de politique monétaire sur le coût et la disponibilité du crédit pour les entreprises et les ménages. Nos mesures continuent donc de contribuer à la croissance économique, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une expansion de la monnaie et du crédit. La mise en œuvre intégrale de l'ensemble de nos mesures de politique monétaire ramènera durablement les taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme et renforcera l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : hausse du nombre de chômeurs de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 552 200 en France métropolitaine fin mai 2015. Ce nombre augmente par rapport à la fin avril 2015 (+0,5 %, soit +16 200). Sur un an, il croît de 5,0 %.

Europe : Le taux de chômage stable en ZE19 comme dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,1 % en mai 2015, stable par rapport à avril 2015 et en baisse par rapport au taux de 11,6% du mois de mai 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis mars 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,6 % en mai 2015, également stable par rapport à avril 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,3 % de mai 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis juillet 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mai 2015, 23,348 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,726 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 38 000 dans l'UE28 et de 35 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2014, le chômage a baissé de 1,575 million de personnes dans l'UE28 et de 939 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, le taux de chômage le plus faible en mai 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7 %), et les plus élevés en Grèce (25,6 % en mars 2015) et en Espagne (22,5 %).

Inflation

Inflation en baisse dans la zone euro en juin

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,2 % en juin 2015, en baisse par rapport au mois de mai où il était de 0,3 %, selon une estimation rapide publiée d'Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juin (1,2 %, stable par rapport à mai), suivis des services (1,0 %, contre 1,3 % en mai), des biens industriels non énergétiques (0,4 %, contre 0,2 % en mai) et de l'énergie (- 5,1 %, contre -4,8 % en mai).

France : légère baisse

Après deux mois consécutifs de hausse, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse légèrement en juin 2015 (-0,1 %). Sur un an, il augmente de 0,3 %, comme en mai 2015.

Banque de France

Enquête annuelle de la Banque de France sur le surendettement des ménages en 2014

Selon l'étude, le nombre des dossiers déposés auprès des commissions de surendettement a augmenté de 3,5 % en 2014, à 230 935 cas. Le nombre de dossiers recevables s'est établi à 205 787. La part des personnes seules (divorcés, célibataires ou veufs) demeure majoritaire (64,6 %). Les dettes immobilières représentent 31,3 % de l'endettement global et sont présentes dans 11,8 % des dossiers. Leur montant moyen est d'EUR 106 407. Les dettes à la consommation représentent 45,9 % de l'endettement global.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/La_Banque_de_France/enquete-typo-surend-menages-2014.pdf

Chine

Chute des cours

Depuis le 12 juin, la Bourse de Shanghai a perdu près d'un quart de sa valeur (soit USD 2 400 milliards). Pour éviter de déprécier davantage les actions déjà cotées, Pékin a suspendu toute nouvelle introduction en Bourse, annoncé la création d'un fonds de stabilisation boursière doté de CNY 120 milliards, et a interdit aux gros actionnaires de vendre leurs titres pendant une période de six mois. En réponse à ces mesures, la bourse de Shanghai a rebondi jeudi 9 juillet en clôturant en hausse de 5,76.

Actualité législative

Décret n° 2015-707 du 22 juin 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation financière dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=3183A9006900DAFD8DB663DF6BA5D16F.tpdila23v_2?cidT exte=JORFTEXT000030768923

2 – Brèves économiques locales

Cerom : premiers comptes économiques rapides pour la Polynésie française

L'IEOM, l'AFD et l'ISPF ont publié dans le cadre de leur partenariat Cerom les premiers Comptes économiques rapides de la Polynésie française. Élaborés à partir d'un modèle macro-économique, ces comptes rapides ont pour objectif d'estimer de manière précoce (6 mois après la fin de l'année civile) les comptes économiques du territoire. Selon ces premières estimations, le Produit intérieur brut (PIB) de la Polynésie française progresse de 1 % à prix constants en 2014, marquant une rupture avec la décroissance enregistrée tout au long des cinq années précédentes. Compte tenu de l'augmentation des prix (+0,8 %), la valeur du PIB estimé progresse de 1,8 %, soit un gain de 9,3 milliards de F CFP, pour atteindre 538,6 milliards de F CFP. L'investissement public est le principal contributeur de cette croissance, encore insuffisante pour alimenter une reprise des créations d'emplois. Les prochains comptes économiques rapides, qui estimeront l'année 2015, devraient être produits à la fin du premier semestre 2016.

Transport aérien : une troisième année de bénéfices pour Air Tahiti Nui (ATN)

Les résultats 2014 d'Air Tahiti Nui (ATN) mettent en lumière des bénéfices évalués à 2,02 milliards de F CFP, soit une progression de 20 % par rapport à 2013. L'amélioration des résultats de la compagnie tient davantage à la croissance de son activité (+9,5 % sur un an) qu'à un effet de la baisse du prix du carburant. La part de marché d'Air Tahiti Nui s'établit à 66 % du trafic aérien à destination de Tahiti, soit un point de mieux par rapport à 2013. Air France perd deux points, à 15 %, tandis que Air New Zealand représente 7 % du trafic (+4 points).

Agriculture : la production de Vanille de Tahiti en forte baisse

Après un volume de 28 tonnes en 2014, la production de vanille chuterait de plus de moitié en 2015, avec 12 tonnes estimées. Cette faible quantité produite s'explique par la mise en place du processus de régénération des plants ainsi que par des conditions climatiques peu favorables à la floraison en 2014. En avril 2015, le volume de vanille diminue de 63 % sur un an tandis que le prix au kilo progresse de 24 % par rapport à avril 2014. Pour relancer le secteur, 42 nouvelles ombrières (soit 2,4 hectares) seront installées, principalement aux îles Sous-le-Vent, et devront entrer en production à partir de 2018. Le Pays participera à hauteur de 50 % au coût d'installation de ces nouvelles structures (coût estimé à 2,9 millions de F CFP par ombrière).

Santé : un budget de 22,3 milliards de F CFP pour le Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF)

Le budget 2015 du Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF) a été approuvé le 31 mars et s'élève à 22,3 milliards de F CFP, en hausse de 7 %. Il prévoit un recours à une ligne de trésorerie (1 milliard de F CFP) pour couvrir les dépenses courantes et à l'emprunt (jusqu'à 900 millions de F CFP) pour les investissements de l'année.

Tourisme : une subvention de 800 millions de F CFP accordée au GIE Tahiti Tourisme

Le Conseil des ministres du 17 juin a octroyé une subvention exceptionnelle de 800 millions de F CFP en faveur du GIE Tahiti Tourisme pour financer le renforcement du positionnement marketing global de la destination « Polynésie française » sur les marchés cibles, afin d'atteindre l'objectif de 200 000 touristes au 31 décembre 2015.

Transport maritime : un nouveau navire de fret pour la desserte maritime des Tuamotu

Début juillet, la Société de Navigation des Tuamotu a ajouté à sa flotte un nouveau bateau de fret, le *Maris-Stella IV*. D'une capacité de 2 000 tonnes (ou 5 000 m³), le navire desservira 17 îles des Tuamotu Ouest, en concurrence avec le *Mareva Nui*, le *Cobia* et le *Dory*. Il reprendra ainsi l'itinéraire du *Maris-Stella III*, dorénavant affecté à la desserte des atolls des Tuamotu Centre, Nord-Est et Est.

Économie numérique : 37 000 abonnés pour l'opérateur de téléphonie mobile Vodafone

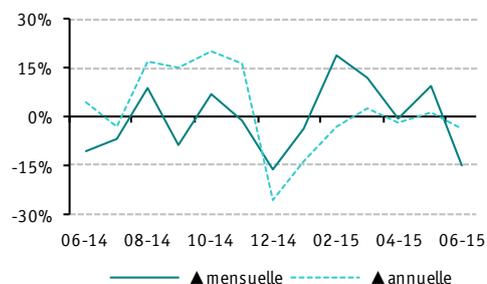
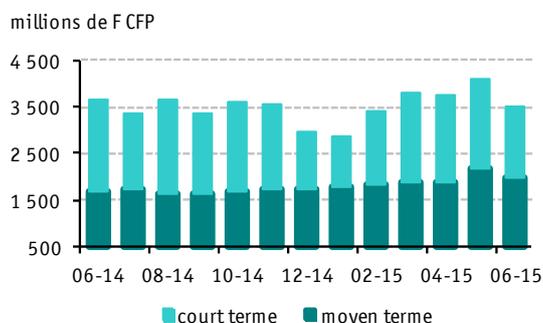
Deux ans après l'ouverture de la concurrence dans la téléphonie mobile en Polynésie française, Vodafone compte 37 000 abonnés. Le nouvel opérateur représente désormais 14 % des parts du marché polynésien. L'enjeu pour Vodafone est de déployer au travers de son propre réseau ses services dans les archipels de la Polynésie française.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Net repli du refinancement à court terme

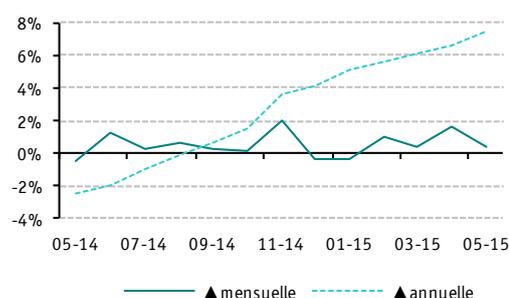
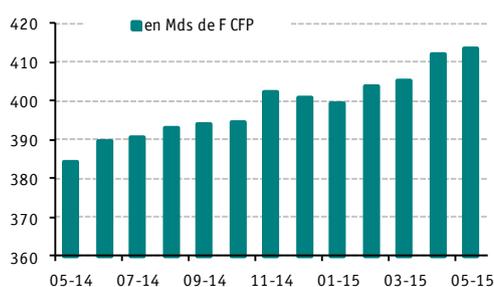
en millions de F CFP	juin-14	mai-15	juin-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 965	1 956	1 511	-22,7%	-23,1%
Utilisations à moyen terme	1 657	2 145	1 972	-8,1%	19,0%
Refinancement total	3 622	4 101	3 483	-15,1%	-3,8%



Masse monétaire

Nouvelle progression des dépôts à vue

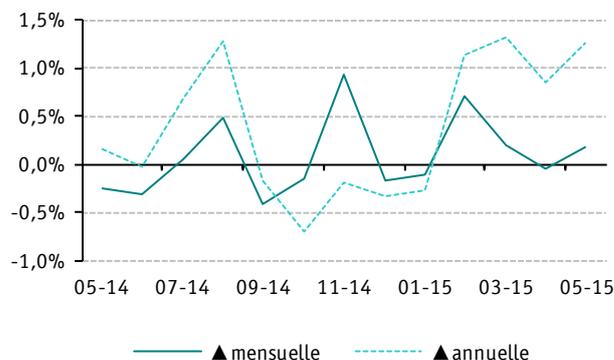
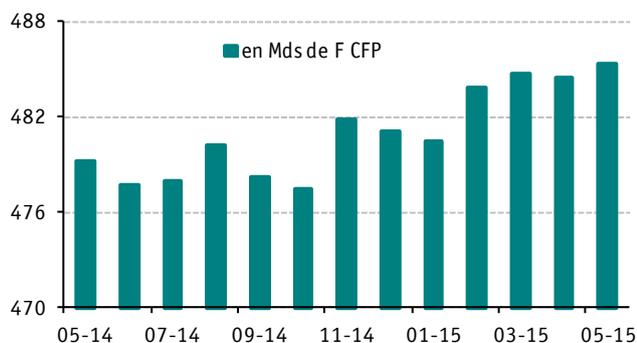
en millions de F CFP	mai-14	avr-15	mai-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 576	13 050	13 532	3,7%	7,6%
Dépôts à vue	150 725	161 067	166 056	3,1%	10,2%
Comptes sur livrets	101 026	99 844	99 553	-0,3%	-1,5%
Comptes d'épargne logement	403	395	397	0,5%	-1,5%
Dépôts à terme	118 079	136 101	132 458	-2,7%	12,2%
Autres	1 647	1 401	1 387	-1,0%	-15,8%
Total M3	384 457	411 858	413 383	0,4%	7,5%



Concours des banques locales à l'économie

Augmentation des crédits d'équipement et des crédits à l'habitat sur un an

en millions de F CFP	mai-14	avr-15	mai-15	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	115 301	108 453	108 000	-0,4%	-6,3%
Crédits d'équipement	72 479	77 002	76 450	-0,7%	5,5%
Crédits à l'habitat	166 326	169 531	169 361	-0,1%	1,8%
Autres crédits	62 366	66 838	67 533	1,0%	8,3%
Créances douteuses brutes	62 763	62 641	63 927	2,1%	1,9%
Total Concours de Caractère Bancaire	479 235	484 465	485 272	0,2%	1,3%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juin-15	108,2	107,9	108,0	0,1%	-0,2%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	avr-15	114,0	114,1	114,7	0,5%	0,6%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	mai-15	828	2 238	742	ns	-10,4%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	mai-15	12 551	15 084	12 409	-17,7%	-1,1%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	mai-15	2 047	2 490	1 980	-20,5%	-3,3%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	mai-15	7		16	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin-15	110	88	94	6,8%	-14,5%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin-15	499	462	459	-0,6%	-8,0%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	mai-15	2 024	2 280	1 923	-15,7%	-5,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	mai-15	3 290	3 673	2 985	-18,7%	-9,3%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin-15	207	217	211	-2,8%	1,9%
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin-15	2 778	2 718	2 727	0,3%	-1,8%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	mai-15	438	946	244	ns	-44,3%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	mai-15	112	132	130	-1,8%	15,4%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	mai-15	58	51	359	ns	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)	mai-15	157	203	169	-16,8%	7,2%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	mai-15	23	22	22	1,8%	-2,1%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	mai-15	38	48	52	9,2%	37,0%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	mai-15	50	75	111	ns	ns
Tourisme						
Nombre de visiteurs	avr-15	25 104	19 347	22 265	15,1%	-11,3%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	mai-15	66,8%	60,5%	70,3%	+9,8 pts	+3,5 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	mai-15	58 827	62 820	63 309	0,8%	7,6%
<i>Comptes sur livret</i>	mai-15	94 922	93 354	92 891	-0,5%	-2,1%
<i>Dépôts à terme</i>	mai-15	66 467	71 083	70 842	-0,3%	6,6%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	mai-15	75 712	81 509	82 945	1,8%	9,6%
<i>Dépôts à terme</i>	mai-15	42 377	52 615	51 732	-1,7%	22,1%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	mai-15	73 169	67 739	67 021	-1,1%	-8,4%
<i>Crédits à l'habitat</i>	mai-15	147 807	151 489	151 458	0,0%	2,5%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	mai-15	35 007	34 345	34 413	0,2%	-1,7%
<i>Crédits d'équipement</i>	mai-15	63 979	66 923	66 405	-0,8%	3,8%
						(source : IEOM)

4 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE										
	taux		date d'effet							
taux de la facilité de dépôt	-0,20%		10/09/2014							
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%		10/09/2014							
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%		10/09/2014							
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER										
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte							
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%								
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%							
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%								
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%								
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE										
taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire			taux			date d'effet
	30/06/2015	29/05/2015	Var. M-1	banques métropolitaines			6,60%		15/10/2001	
EONIA	-0,0600%	-0,0800%	+ 0,020 pt	banques locales						
EURIBOR 1 mois	-0,0640%	-0,0590%	- 0,005 pt	taux d'intérêt légal 2015			taux		JORF	
EURIBOR 3 mois	-0,0140%	-0,0120%	- 0,002 pt	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)			4,06%		27/12/2014	
EURIBOR 6 mois	0,0500%	0,0490%	+ 0,001 pt	autres cas			0,93%			
EURIBOR 12 mois	0,1640%	0,1600%	+ 0,004 pt							
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				Définitions						
	juin-15	mai-15	Var. M-1	EONIA: Euro OverNight Index Average						
TMO	1,4300%	1,1200%	+ 0,310 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate						
TME	1,2300%	0,9200%	+ 0,310 pt	TMO : taux moyen des obligations publiques						
				TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme						
taux des euro-monnaies										
devise	USD			JPY			GBP			
date	30/06/2015	29/05/2015	30/04/2015	30/06/2015	29/05/2015	30/04/2015	30/06/2015	29/05/2015	30/04/2015	
taux JJ	0,220%	0,170%	0,125%	nd	nd	nd	0,445%	0,520%	0,480%	
3 mois	0,450%	0,280%	0,430%	nd	nd	nd	0,760%	0,650%	0,770%	
10 ans emprunts phares	2,340%	2,110%	2,100%	0,460%	0,400%	0,340%	2,040%	1,870%	1,560%	
TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er juillet 2015)										
Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				Seuils de l'usure		
Prêts immobiliers				Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament				7,45%		
Prêts à taux fixe		4,13%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable				2,81%		
Prêts à taux variable		4,76%		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe				3,45%		
Prêts-relais		4,53%		Découverts en compte				13,24%		
Autres prêts				Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans				2,52%		
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF		20,04%		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				Seuils de l'usure		
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF		13,83%		Découverts en compte				13,24%		
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF		8,48%								
(1) y compris commission du plus fort découvert										
TAUX DE CHANGE										
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR										
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	106,6509	1 NZD/XPF	72,1125	1 HKD/XPF	13,7574	1 GBP/XPF	167,7421		
100 JPY/XPF	1 AUD/XPF	82,0149	1 SGD/XPF	79,1955	100 VUV/XPF	101,8968	1 FJD/XPF	51,4450		